

## De l'innovation japonaise

Bernard THOMANN

**Le « déclinisme » n'est pas une exclusivité française : le Japon se vit lui aussi comme un pays prenant du retard par rapport aux principaux concurrents, notamment dans les secteurs industriels les plus innovants. *L'Empire de l'intelligence* s'inscrit en faux contre cette vision et montre comment, malgré la crise des années 1990, a émergé au Japon une « société de la connaissance ».**

**Recensé :** Jean-François Sabouret (sous la direction de), *L'empire de l'intelligence – Politiques scientifiques et technologiques du Japon depuis 1945*, Paris, CNRS Editions, 2007.

L'idée que la croissance économique des pays industrialisés les plus avancés dépendra de leur capacité à investir massivement dans la recherche fondamentale et la R&D, à mettre en place une véritable « économie de la connaissance », fait aujourd'hui l'objet d'un très large consensus. L'exemple japonais est à cet égard particulièrement intéressant à étudier en raison de l'image très paradoxale l'innovation dans ce pays. D'une part, le Ministère du Commerce international et de l'Industrie (MITI), créé au lendemain de la Seconde guerre mondiale, a marqué les esprits en Occident comme l'un des principaux acteurs du développement économique exceptionnel du Japon, une des clés de cette réussite ayant été la capacité de cette institution à unir industrie et recherche, entreprises et université autour d'objectifs communs. D'autre part, comme le souligne Jean-Claude Thivolle dans sa contribution, le Japon a aussi longtemps été perçu comme investissant peu dans la recherche fondamentale, la place de l'Etat dans son financement étant faible et les entreprises s'appuyant essentiellement sur les découvertes faites à l'étranger pour conduire leur activité de recherche et développement. D'ailleurs, selon Alain-Marc Rieu, dans une autre contribution de l'ouvrage, jusqu'à la fin des années 1970 « les universités avaient pour fonction principale de former des ingénieurs et des

scientifiques ; le rôle de ces scientifiques était de maîtriser l'état de la recherche dans le monde et d'y former les étudiants qui, soit prendraient leur relève, soit deviendraient des ingénieurs dans l'industrie. Dans ce cadre-là, la politique de recherche se réduisait à une politique de reconstruction et de développement industriel ».

Contribuant également à brouiller l'image de ce pays, il existe aujourd'hui au sein de la société japonaise un discours du déclin auquel n'échappent pas les domaines scientifiques de la technologie. Ces dernières années, très loin du triomphalisme du discours dominant des années 1980, de nombreux doutes se sont exprimés quant à la capacité du pays à trouver une nouvelle dynamique capable de relancer le pays après une dizaine d'année de stagnation ou de faible croissance. De nombreuses critiques se sont en particulier élevées sur ce qui serait devenu son incapacité à préparer son avenir. Cette critique a été formulée à l'égard de la politique d'innovation du gouvernement dans un ouvrage collectif publié par les journalistes du service politique du plus grand journal national, le *Yomiuri*<sup>1</sup>. Les journalistes rappelaient que dans le pays sans ressources naturelles qu'est le Japon, le salut avait toujours résidé dans l'innovation technologique et ses valorisations industrielles et que les responsables politiques d'aujourd'hui, tout à leurs réformes néolibérales dans le domaine financier, semblaient de plus en plus se désintéresser de cette question. L'Etat était en particulier accusé de ne pas fournir l'effort d'investissement nécessaire dans le domaine de l'innovation scientifique et technique, notamment pour pallier le risque d'un désengagement des entreprises de plus en plus soumises aux exigences de rentabilité à court terme sous la pression des marchés financiers. Un rapport de l'OCDE a d'ailleurs choqué le pays en annonçant que la Chine était passée au cours de l'année passée au second rang mondial pour les investissements en R&D (163 milliards de dollars), devant le Japon (130 milliards) et après les Etats-Unis (330 milliards). Ce même rapport énonçait que la Chine avait connu une augmentation de 77 % de son personnel de recherche engagé en R&D entre 1995 et 2004, qui s'élève aujourd'hui à 926 000 chercheurs juste derrière les Etats-Unis (plus de 1,3 millions).

### **Le retour du « modèle japonais »**

*L'empire de l'intelligence* vient démentir cette vision pessimiste et montre que le « modèle japonais », qui, à bien des égards a été éclipsé par la montée en puissance de l'économie chinoise, peut encore offrir un certain nombre d'enseignements. Alain-Marc Rieu

---

<sup>1</sup> *Yomiuri shinbun seijibu hen* (Service politique du journal *Yomiuri*), *Kokka senryaku naki Nihon* (Le Japon sans stratégie nationale), Tokyo, Shinkôsha, 2006.

montre ainsi que, contrairement aux représentations qui voient dans le Japon une nation de deuxième rang, ce pays est le théâtre d'une profonde transition économique et sociale qui en fait aujourd'hui une « société de la connaissance ».

En effet, depuis les années 1980, suite au premier choc pétrolier, le Japon a tenté de reconvertir son économie dans des industries de haute technologie fondées sur la miniaturisation, l'informatisation et la convergence des différents domaines de la communication, de l'information et du multimédia – comme le formula un rapport de 1982 de l'*Agency for Industrial Science and Technology*, chargé au sein du MITI de réfléchir sur les moyens de résoudre la question de dépendance énergétique du pays. Mais le Japon se rendit vite compte que s'il se contentait de développer des innovations produites ailleurs, il risquait de passer d'une dépendance énergétique à un autre type de dépendance : une dépendance à l'égard des Etats-Unis qui avaient initié une telle mutation fondée sur les technologies de l'information. Ainsi, depuis les années 1980, « un 'consensus' s'est établi et a conduit à l'élaboration progressive d'une politique d'investissements croissants dans la recherche qui sera accompagnée à partir des années 1990 de réformes institutionnelles favorables à la production et la diffusion de connaissances... Les élites administratives, universitaires et économiques se sont fixées sur un cap, [...] elles s'y sont tenues, en acceptant finalement que cette politique transforme les rapports de pouvoir ».

Le Japon a ainsi entrepris une ambitieuse réforme administrative : le ministère de l'Education nationale fut renforcé sous la forme d'un grand ministère regroupant la science, l'éducation et la culture. Le MITI fut quant à lui transformé en METI (en anglais : *Ministry of Economy Trade and Industry*) et absorba quelques fonctions de l'ancienne STA (*Science and Technology Agency*) et une grande partie des activités de l'Agence de Planification Economique. Il a ainsi aujourd'hui vocation, selon Guy Faure, un des autres contributeurs, à glisser d'une politique industrielle de la haute technologie à une véritable politique de recherche. En 2004, les universités sont transformées en entités financières indépendantes, responsables de la gestion de leur budget et du personnel. En échange de l'autonomie de gestion, elles négocient leur budget avec le ministère de l'Education nationale. Elles sont évaluées en fonction de leurs capacités à réaliser le programme figurant dans le contrat.

La crise des années 1990 n'a pas fait dévier les autorités de leur objectif. Si les dépenses publiques en R&D aux Etats-Unis, en France, Allemagne et au Royaume-Uni ont plongé dans les années 1990, celles du Japon ont modestement – trop modestement aux yeux de ceux qui s'inquiètent de la montée en puissance de la Chine –, mais régulièrement augmenté pour atteindre des niveaux presque comparables à ces pays occidentaux. Dans les dépenses globales publiques et privées confondues, le Japon dépasse le seuil du 3% du PIB au cours de l'année 2000 alors que les dépenses françaises ont décliné pour s'approcher du seuil des 2%.

### **Le redémarrage**

Il semble que ces politiques n'aient pas été sans effet sur la timide reprise économique que le Japon connaît depuis le début de la décennie. Jean-Yves Bajon cite ainsi une étude de la Mission économique de l'Ambassade de France au Japon qui montre une contribution de la recherche et développement à la productivité qui, après avoir connu une forte érosion en valeur absolue dans les années 1990, a connu une augmentation importante dans les années 2000. Concrètement, l'article de Karine Poupée montre le développement considérable du secteur de télécommunication qui a déposé plus de 15000 brevets en 2005 et qui aurait contribué en moyenne au quart du pourcentage de la croissance du produit intérieur brut ces dernières années. Quelque 3,75 millions de salariés travaillent aujourd'hui pour ce secteur, soit presque autant que l'industrie de l'automobile. D'autre part, selon Etienne Barral, en 2005, la demande en robots industriels au Japon représentait 47% de la demande mondiale, 70% de ces machines étant produites au Japon. Le développement de la robotique n'en est néanmoins qu'à ses débuts. Confronté à un vieillissement abrupt de sa population, le Japon doit dès maintenant envisager comment pallier la pénurie de main d'œuvre générée par le départ à la retraite de 7 millions de salariés d'ici 2015, date à laquelle le marché de la robotique au Japon représentera 1,1 billions de yens (7,8 milliards d'euros), soit les deux tiers du marché actuel des ordinateurs portables. Enfin, secteur délaissé suite à la défaite de 1945, la recherche dans le domaine de la défense, alimentée par cette réalité mal connue qui est le deuxième rang mondial du Japon en termes de dépense militaire, est en train de redevenir un moteur dans l'innovation scientifique et technologique.

Cet ouvrage offre au total une belle leçon de volontarisme politique dans un domaine unanimement considéré comme stratégique pour les sociétés industrielles avancées. On peut

néanmoins peut-être regretter que, dans son souci de démonstration et de réhabilitation d'un « modèle japonais » qui s'est trouvé un peu trop vite oublié après avoir fait l'objet d'une admiration sans doute démesurée, un certain nombre de débats de fond ne soient pas évoqués. En effet, au Japon, même si le fossé culturel entre recherche fondamentale et application pratiques, universités et entreprises, n'est pas aussi fort qu'en France, comme le soulignent à plusieurs reprises les auteurs, n'existe-t-il pas aussi des divergences sur les finalités de l'éducation et de la recherche au sein de la nation, des résistances à les voir entièrement subordonnés aux besoins de l'industrie et au processus de marchandisation de la propriété industrielle, et des oppositions sur les politiques à suivre pour assurer un développement durable ?

Texte paru dans [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr), le 19 mars 2008

© [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr)